



MÉTHODOLOGIE

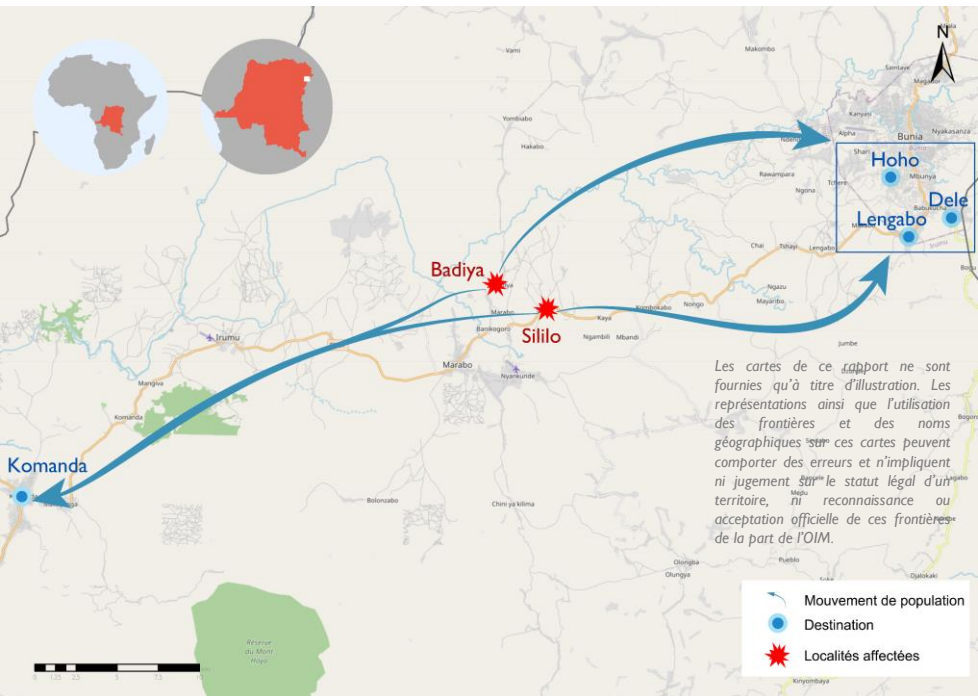
	Evaluation réalisée lors de mission de terrain.	X
	Evaluation réalisée lors d'entretiens téléphonique avec des informateurs clés.	

L'évaluation rapide de l'OIM (Emergency Tracking Tool, ETT) est un outil mis en place dans le but de collecter des informations sur les mouvements importants et soudains des populations. Ces informations sont collectées à la suite de visites sur le terrain et ou d'entretiens téléphoniques avec les informateurs clés des sites de déplacement ou des communautés d'accueil. D'autres informations sont ensuite recueillies et analysées à partir des outils d'Évaluation Rapide Multisectorielle (ERM). Ce rapport présente les résultats de l'évaluation menée du 26 au 27 mai 2021 suite à un mouvement de la population provoqué par les opérations militaires dans la chefferie de Mobala (Sililo et Badia), territoire de l'Irumi, province de l'Ituri.

RÉSUMÉ DE L'ALERTE

Des mouvements de populations ont été observés du 17 au 20 mai 2021 dans la localité de Badia et Sililo, en chefferie de Mobala, groupement Mayaribo, se trouvant à 25 Km au sud de la ville de Bunia sur la Route Nationale 27. Plusieurs familles déplacées en provenance de ces deux localités ont fui les opérations militaires lancées depuis quelques jours par les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) pour traquer les miliciens de FPIC dit Chini ya kilima. La majorité de cette population déplacée a trouvé refuge à Komanda dans le groupement de BASILI et d'autres se sont installés au sud de la ville de Bunia dans les quartiers de Lengabo, Dele, et Hoho. Ces personnes nouvellement déplacées s'ajoutent aux populations déplacées d'avril 2021. Pour rappel, à cette même période, les populations en provenance de Nyakunde et de Marabo s'étaient déplacées à la suite de l'intensification des opérations militaires contre les éléments miliciens de FPIC.

CARTOGRAPHIE DU MOUVEMENT



DÉTAILS DU NOUVEAU DÉPLACEMENT



DÉTAIL SUR LA ZONE ÉVALUÉE

PROVINCE	IRUMU
TERRITOIRE	ITURI
CHEFFERIE	BABOA BOKOE, BASILI et BUNIA
GROUPEMENT	LENGABO, BANDA VILEMBA et BUNIA


DONNÉES DÉTAILLÉES DU DÉPLACEMENT


VILLAGES ÉVALUÉS	MÉNAGE	INDIVIDU	HOMME	FEMME	< 5 ANS	LOCALISATION
KOMANDA	305	1626	542	1084	89	NI.3657 ; E29.7630
DELE	176	882	313	569	126	NI.517823 ; E30.270409
LENGABO	557	2703	1126	1577	490	NI.507577 ; E30.24707
HOGO	1086	5432	1924	3508	638	NI.539967 ; E30.237223


PERCEPTIONS DES BESOINS PRIORITAIRES




OBSERVATIONS & ANALYSES

 La majorité des personnes déplacées ayant fui leur zone d'origine ont perdu leurs abris lors des incendies causés par le passage des éléments FPIC. Certains déplacés accueillis dans les groupements de Mbadavilemba, Mayaribo et dans la ville de Bunia ville se sont installés dans les abris, maisons, et autres logements des ménages de la communauté hôte. La capacité d'accueil de la communauté étant limitée, un grand nombre de déplacés a trouvé refuge dans des abris de fortune. Les informateurs clés informent qu'en moyenne trois familles occupent une chambre. Cette promiscuité les expose des risques de propagation de maladies (choléra, COVID-19).

 Le groupement Lengabo dispose de huit robinets publics, de 11 puits privés à pompe fonctionnelle (commerciale) et de cinq sources d'eau naturelles qui ont été aménagées par le Centre d'Initiative pour le Développement Rural en Ituri (CIDRI). L'approvisionnement en eau potable des ménages déplacés se fait principalement à travers l'achat de bidons de 20 litres au prix de 100 FC l'unité. Une fois consommés, ces mêmes bidons servent de réservoirs pour le stockage de l'eau puisée dans d'autres sources d'eau aménagées pour la cuisine et les travaux ménagers.

 Les structures de santé de Lengabo et de Dele, dans le territoire d'Irumu sont accessibles et répondent aux standards minimums des établissements sanitaires. Toutefois, la capacité d'accueil reste limitée et ne permet pas de prendre en charge les autochtones et la population déplacée. Par ailleurs, les informateurs clés ont signalé que les médicaments et équipements ne sont pas disponibles en quantité suffisante. Finalement, même si le personnel de santé (infirmiers et aides-soignants) basés aux centres de santé visités est qualifié, il reste en sous-effectif. C'est pourquoi, une grande partie des ménages, en majorité ceux qui manquent de moyens financiers, sont contraints de trouver des alternatives pour se soigner. Les maladies de paludisme, de typhoïde et d'infection respiratoire ont été diagnostiquées et concernent principalement les déplacés.

 Pour subvenir à leurs besoins, la population déplacée a recours aux travaux journaliers, à l'agriculture de subsistance, aux emprunts d'argent et à la mendicité. La culture vivrière constitue l'unité économique de base de ces localités et seulement la moitié de la population déplacée a accès à la terre dans les différents groupements d'accueil. Selon les informateurs, le revenu des personnes déplacées leur permet de se procurer journalièrement des denrées alimentaires (haricot, maïs, manioc) mais ne constitue en aucun cas une solution durable.